

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte trois documents

Montrez que la diversité des formes du chômage peut orienter les politiques de l'emploi.

DOCUMENT 1

Des milliards comme s'il en pleuvait ! Les États-Unis, la Chine, le Japon ou les pays européens ont dégainé des plans de relance impressionnants, d'un montant total déclaré de plus de 2 800 milliards de dollars (2 190 milliards d'euros) sur deux ans. La dépense supplémentaire "en passe d'être décidée par les principaux pays pour 2009 et 2010 représente 5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial", selon les économistes de Natixis.

Dans ces programmes, la liste des mesures sur la fiscalité, l'appui aux industries et aux entreprises, les travaux d'infrastructures, les projets d'équipements, le soutien à la consommation ou aux ménages, donnent l'impression d'un inventaire à la Prévert. (...)

Le Fonds monétaire international (FMI), qui évalue le coût budgétaire des plans annoncés par les pays du G 20 (les 20 grandes économies développées et émergentes) à 1,5 % de leur PIB, en moyenne, en 2009, estime que leur impact permettrait d'obtenir 0,5 à 1,25 point de croissance pour l'ensemble de ces pays, atténuant ainsi la récession. L'institution prévoit en effet une croissance mondiale de 0,5 % en 2009 (- 2 % dans les pays développés et + 3,3 % dans les pays émergents et en développement), avant un rebond à 3 % en 2010. (...)

Aujourd'hui, face à la chute libre de l'activité, un effet rapide est recherché. En France, par exemple, le remboursement par anticipation de 11,4 milliards d'euros de crédit d'impôt¹ (...) répond à l'urgence. C'est aussi le cas des aides à la consommation qui entrent vite en vigueur - comme la baisse de la TVA, en décembre 2008 au Royaume-Uni - ou des baisses et des crédits d'impôts sur le revenu, surtout dans les pays effectuant les prélèvements à la source, comme aux États-Unis ou en Allemagne.

Source : « *Comment faire redémarrer l'économie ?* », RODIÈR Anne et DE TRICORNOT Adrien, *Le Monde*, 10 février 2009.

¹ Crédit d'impôt : mesure administrative permettant d'alléger l'impôt d'un agent économique (soit par réduction de l'impôt payé, soit par remboursement versé directement à son bénéficiaire).

DOCUMENT 2

Principaux dispositifs spécifiques de politique d'emploi en 2010 (en milliers de personnes)

	Bénéficiaires en fin d'année			
	2007	2008	2009	2010
Emploi marchand aidé	1128	1025	1002	990
<i>dont :</i>				
- exonérations et primes à l'embauche des jeunes	136	59	4	1
- exonérations et primes à l'embauche de CLD ¹	89	66	92	64
- aide à la création d'entreprise	114	131	182	210
- contrats en alternance	619	603	572	568
- accompagnement des restructurations	19	13	11	9
Emploi non marchand aidé	248	184	241	254
<i>dont :</i>				
- contrats d'Avenir	88	78	68	5
- contrats d'Accompagnement dans l'emploi	150	102	172	a
Formation des demandeurs d'emploi	237	272	361	350
<i>dont :</i>				
- Stages de formation	225	251	332	319
- Prévention du chômage de longue durée	12	21	29	31
Retraits d'activité²	512	460	405	322
Total	2125	1943	2010	1916

Champ : France métropolitaine.

Source : d'après INSEE, « Tableaux de l'Économie Française », 2010, 2011 et 2012.

¹ chômeurs de longue durée.

² essentiellement, dispensés de recherche d'emploi.

DOCUMENT 3

Statut d'emploi et type de contrat en 2011 selon le diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale (en %)						
	Enseignement supérieur long	Enseignement supérieur court	Bac et équivalents	CAP-BEP et équivalents	Brevet, CEP et sans diplôme	Ensemble
Sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale						
Non salariés	7,0	5,8	4,5	2,8	2,4	5,2
Salariés	93,0	94,2	95,5	97,2	97,6	94,8
<i>dont :</i>						
- emplois à durée limitée	20,6	24,0	29,7	31,2	34,8	26,2
- intérim	2,4	5,8	8,0	9,6	11,6	6,2
- contrats à durée indéterminée du secteur privé	56,6	50,2	53,5	52,3	45,6	53,1
- contrats à durée indéterminée du secteur public	13,4	14,2	4,3	4,1	5,7	9,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sortis depuis 5 à 10 ans de formation initiale						
Non salariés	8,7	6,6	6,9	4,3	3,6	6,7
Salariés	91,3	93,4	93,1	95,7	96,4	93,3
<i>dont :</i>						
- emplois à durée limitée	8,6	7,4	14,0	17,6	22,2	12,4
- intérim	0,6	1,4	3,7	5,0	7,4	2,9
- contrats à durée indéterminée du secteur privé	59,7	69,9	63,6	64,1	61,2	63,5
- contrats à durée indéterminée du secteur public	22,4	14,7	11,8	9,0	5,6	14,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sortis depuis 11 ans et plus de formation initiale						
Non salariés	16,8	13,6	13,8	14,0	11,3	13,7
Salariés	83,2	86,4	86,2	86,0	88,7	86,3
<i>dont :</i>						
- emplois à durée limitée	4,3	4,0	5,1	4,9	7,1	5,3
- intérim	0,3	0,6	1,3	1,8	2,4	1,5
- contrats à durée indéterminée du secteur privé	48,8	59,8	61,3	64,1	66,1	61,1
- contrats à durée indéterminée du secteur public	29,7	22,0	18,5	15,2	13,2	18,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Champ : France métropolitaine. Source : INSEE, Enquête Emploi, 2010

Correction possible

I. Des analyses différentes...

A. Selon les keynésiens, le chômage serait dû à une demande globale insuffisante...

B. ... ce que réfutent les libéraux qui l'explique par un coût du travail trop élevé...

1. Des salaires au-dessus du salaire d'équilibre qui entraîne délocalisation et substitution travail capital
2. Des allocations chômage qui désincitent la recherche d'emploi (trappe à pauvreté)

C. ... mais ces deux analyses sont complétées par le chômage structurel.

1. Une inadéquation des salariés face aux demandes des employeurs (problème de qualification)
2. Une insuffisante mobilité géographique.

II. ... entraînent des solutions différentes

A. Les politiques de relance pour lutter contre le chômage keynésien.

1. Les politiques budgétaires.
2. Les politiques monétaires.

B. Les politiques de réduction du coût du travail et les politiques de l'offre pour lutter contre le chômage classique.

1. Réduire le coût du travail en baissant les charges sociales.
2. Inciter la recherche d'emploi en réduisant les allocations chômage.

C. Une meilleure flexibilité de la main d'œuvre tant quantitative que qualitative pour lutter contre le chômage structurel.

1. Améliorer la polyvalence des salariés en les formant.
2. Améliorer la flexibilité du travail en développant les FPE.